

Extrait du Madagascar-Tribune.Com

<http://www.madagascar-tribune.com>

Après le royaume de Baroa, la confrérie d'Ali Baba ?

- Editorial -

Date de mise en ligne : mardi 14 avril 2009

Madagascar-Tribune.Com

La fin de la semaine dernière aura été marquée par une baudruche de plus. Une belle enveloppe, remplie d'espoir et d'illusion, et qui s'est pitoyablement à moitié dégonflée avec le départ de la délégation pro-Ravalomanana des rencontres organisées sous l'égide des Nations unies et de l'Union africaine. Cela était malheureusement à prévoir, vu le trop d'écart entre l'intransigeance des positions et des objectifs. Comment trouver ce que l'éditorial [de Tribune.com de samedi dernier](#) appelait « un improbable centre de gravité entre Ambohitovo, Ambohitsorohitra, Neuilly-sur-Seine et Ivandry » ?

C'est pourtant une bonne idée de réunir les représentants des trois Présidents de la République élus encore en vie (Ratsiraka, Zafy, Ravalomanana) et de ceux du Président de la Haute autorité de transition arrivé au pouvoir par un coup d'Etat (Rajoelina). Ces pourparlers de la dernière chance risquent cependant d'être d'avance voués à l'échec si chaque membre du quatuor persiste dans un extrémisme fatal. Difficile d'arriver à un consensus entre un Andry Rajoelina dont la capacité de vision s'arrête à celle de jouer l'Iznogoud de service ; Marc Ravalomanana, qui insiste pour revenir alors qu'il est trop fragilisé par ses propres turpitudes pour prétendre le faire sereinement ; Didier Ratsiraka qui a encore ses thuriféraires nostalgiques (pour parler comme lui) mais qui est sans doute passé de mode ; et Albert Zafy, enhardi par l'accueil populaire lors de ses dernières tournées dans les régions, mais sur lequel pèsent des rumeurs de pensées tribalistes (1).

Constellation de divergences

Pour parler clair, les divergences de points de vue et d'intérêts au sein des membres du quatuor sont tellement nombreuses que, pour un peu, on pourrait les qualifier de constellation. Grosso modo, le régime de transition actuel, fruit d'une insurrection flagrante, n'a eu qu'un seul programme : renverser Marc Ravalomanana, envers et contre tout, et à n'importe quel prix. Didier Ratsiraka et ses partisans n'ont qu'une idée en tête : prendre leur revanche sur le coup d'Etat dont ils ont été victimes en Février 2002. Et quant à Albert Zafy, au-delà de son amertume d'avoir subi une procédure d'empêchement sans doute méritée, il veut certainement aussi prendre sa revanche sur la mise à l'écart subie depuis 2002 par le CRN. Tout cela crée des rancœurs, des frustrations et des envies de revanche qui nuisent à ce fameux *fitiavan-tanindrazana* dont se prévalent pourtant tous les politiciens de Madagascar.

Au sein de ce quatuor, sans doute Albert Zafy est la seule personne sur laquelle on peut compter en matière de sens démocratique. Les médias n'ont jamais été aussi libres en près de 50 ans d'Indépendance que sous sa Présidence. Et quand des manœuvres politiques menées en sous-main par un de nos éminents juristes ont abouti à son empêchement en 1996, le Pr. Zafy n'est pas allé sur la Place du 13 mai, il n'a pas dissous l'Assemblée, il n'a pas fait intervenir l'Emmo-Nat, il n'est pas allé soudoyer des chefs militaires, il n'est pas allé recruter des mercenaires, et il n'a pas fait intervenir de juriste détroqué pour manipuler Constitution et ordonnances. Peut-être est-il alors la fameuse troisième voie pour une transition qui ne pourra être que tendue avec Marc Ravalomanana ou Andry Rajoelina à sa tête.

Son statut de doyen du groupe lors de ces négociations de la dernière chance peut donc lui conférer une véritable aura de *ray-aman-dreny*, et sans doute les facilitateurs devraient explorer cette voie. Car il est évident que dans un pays qui va vers le morcellement de l'opinion, ni Marc Ravalomanana ni Andry Rajoelina ne peuvent être les moteurs de la réconciliation, pourtant nécessaire avant que Madagascar ne passe définitivement dans l'Histoire comme un théâtre de conflit de plus en Afrique. L'un est trop impliqué pour être sans rancune, l'autre veut se protéger du retour de flammes. En effet, comment Rajoelina pourrait-il convaincre les bidasses que finalement c'était un coup pour rien ? Car dans la relation ambiguë entre Rajoelina et les mutins, on se demande finalement qui commande qui.

Restons lucides&

A l'heure qu'il est, toute intransigeance de la part des camps Ravalomanana ou Rajoelina ne peut être que coupable, et ils en porteront la faute devant les générations actuelles et futures. En effet, soyons lucides face à deux vérités. Primo, chacun des deux leaders porte une lourde responsabilité dans les profondes fractures qui minent le pays. Secundo, aucun des deux ne peut plus prétendre porter à lui tout seul la réconciliation. L'esprit revancharde des uns, le fanatisme des autres, le loyalisme de certains et la mentalité maffieuse qui est apparue au grand jour dans cette crise nécessitent d'urgence une prise de conscience de Marc Ravalomanana et de Andry Rajoelina : il faut qu'ils mettent de l'eau dans leur vin, avant qu'il ne soit trop tard. Les concessions sont nécessaires pour éviter la guerre civile, mais que leur faut-il encore pour en être conscients ?

Marc Ravalomanana ne doit pas rêver. Dans le contexte actuel, son retour immédiat ne peut être une solution, et risque même d'envenimer les choses. Il est abandonné par ceux qui auraient dû rester fidèles à l'homme, ou au moins à la fonction. Entre la défection de Sylla pour motifs personnels, la déculottade de Rajemison Rakotomaharo soucieux de rester Ambassadeur à Genève, et l'étrange silence d'Yvan Randrianansandratiniony (président du TIM), on ne peut qu'être admiratif devant le courage et la loyauté de Harinaivo Randrianantoandro et d'Yves Aimé Rakotoarison, même si on ne partage pas leur rigidité pour le retour de leur « *Dada* » et une irréaliste marche arrière vers un *statu quo ante*.

D'ailleurs, la liste des abus de Marc Ravalomanana est grossie jour après jour par la propagande TGV-iste, ce qui écorne son image et affaiblit sa position, à tort ou à raison. Faute de pouvoir l'imposer, il est donc nécessaire pour l'ancien patron de Tiko de négocier un accord politique afin de se garantir un retour serein. Il est également certain qu'un retour imposé de force par la SADC ne pourrait que prolonger et aggraver le désastre dans lequel nous plongeons doucement mais sûrement. Marc Ravalomanana n'a pas encore un soutien populaire actif, visible et d'une envergure suffisante à Antananarivo pour espérer pouvoir renverser la situation par la rue. Peut-être qu'en attendant quelques semaines, le temps que la HAT soit dans l'incapacité de payer les fonctionnaires& Mais d'autre part, il faut se rendre compte que les provinces en ont légitimement assez de s'enrhumer à chaque fois qu'Antananarivo éternue.

Mais Andry Rajoelina doit également remettre les pieds sur Terre, et se rendre compte que la récréation est finie. Sur bien des points, la situation est en train de lui échapper. Son coup d'Etat ne fait l'unanimité, ni au sein de la population, ni au sein de la classe politique, ni au sein de l'Armée, ni au sein de la société civile, ni au sein de la communauté internationale. Ses courtisans qui lui vocifèrent un soutien sans faille, qu'ils soient boutonneux de l'armée, dinosaures politiques, petits caïds de rue et voleurs à la tire ou Injet boys (and girls). Mais ces soutiens inconscients ou intéressés (donc pas nécessairement d'une loyauté indéfectible) ne doivent jamais lui faire oublier que ces gens ne sont qu'une infime partie de la population Malgache, même si ces vociférations favorisent l'orgasme mental de son ego hypertrophié. Seule une élection permet de parler au nom du peuple Malgache (*vahoaka Malagasy*), sinon ce genre d'argument n'est qu'un attrape-nigaud. Et nul n'est dupe : cette transition à rallonge de 19 mois n'est faite que pour permettre à Andry Rajoelina de se donner une assise nationale en vue des prochaines présidentielles, après avoir certainement traficoté la Constitution. Objectif : faire sauter cette clause de protection que les sages rédacteurs de toutes les versions précédentes avaient placée contre les immatures de moins de 40 ans.

Dérapages incontrôlés

Faire admettre le coup d'Etat et en gérer les conséquences sera donc pour Andry Rajoelina beaucoup plus compliqué que prévu. Heureusement d'ailleurs, car s'il fallait dérouler le tapis rouge à tous les putschistes, où irait le monde ? Nous doutons fortement de la capacité de Andry Rajoelina à se faire respecter comme Chef suprême des Armées auprès des mutins (il suffit de revoir le début de la [fameuse séquence vidéo du Bucas](#)). Les caisses de l'Etat

sont presque vides, malgré une opération de Bons du Trésor par Adjudications (BTA) qui a plus ou moins bien marché à la Banque centrale. Et en dépit de discrets signes d'assouplissement, la Communauté internationale a encore récemment confirmé ses positions initiales en refusant le coup d'Etat et en dénonçant la façon dont l'équipe actuelle s'est approprié le pouvoir, que ce soit au niveau de l'ONU ou de l'Union africaine. On a même lu dans certains journaux locaux que la Banque mondiale arrêterait les décaissements demandés par ses projets après le 17 Mars 2009.

L'économie est exsangue, les employés en chômage technique ne se comptent plus, et tous les indicateurs montrent que le pays est sur une pente, non seulement dangereuse, mais de plus tropicalement savonnée. Sur le plan politique, l'incapacité de Monja Roindefo à mettre un gouvernement sur pied est quand même révélatrice de certains malaises. Y a-t-il volonté de ne pas faire monter les antagonismes pendant que les négociations continuent, ou manque de crédibilité du régime de transition qui n'encourage pas les bonnes personnes à en faire partie (malgré le nombre pharaonique de CV qui auraient été reçus), ou encore impossibilité de concilier un nombre décent de sièges avec l'appétit vorace de tous les alliés politiques ?

Au-delà du problème initial et fondamental de crédibilité d'un mode d'accès insurrectionnel au pouvoir, le régime de transition aggrave sa situation en accumulant également des erreurs monumentales : celles-ci montrent, au mieux un problème de compétence, et au pire un esprit de chasse aux sorcières. Par exemple, au détriment des règles techniques qui régissent le statut d'un Centre hospitalier universitaire, le Ministre de la santé par interim a cherché à imposer un médecin généraliste à la tête du CHU de Befelatanana, avant de se voir remettre vertement à sa place par le personnel. Le personnel de la Banque centrale a également été obligé de déclencher une grève pour rappeler au Ministre des finances qu'il ne devait pas être l'objet de pression et d'intimidation à but politique. De telles gesticulations ne font en fait que confirmer notre conviction dans le fait que, dans les conditions actuelles, les politiciens de ce régime de transition ne peuvent apporter rien de nouveau à la pratique politique et à la gouvernance dans ce pays, bien au contraire.

Au sein d'un régime qui a drainé les foules sur les thèmes populistes de la lutte contre la dictature et la mauvaise gouvernance, les démonstrations que ce régime est finalement identique à tous les précédents, voire pire, se multiplient. De plus, les atteintes supposées ou réelles aux droits de l'homme fleurissent dans l'opinion publique. Où est le héros Razily, [arrêté par les bidasses](#) alors que son seul crime était le port d'un drapeau Malgache sur une voie publique ? Qu'en est-il des enfants dont [les disparitions ont inquiété la communauté internationale](#) ? Mais également, où se trouve cette fameuse animatrice de MBS que la rumeur publique affirme comme disparue depuis le début de la crise ?

Enfin, le plus ridicule est cette réquisition par la HAT de plusieurs tonnes de produits dans les stocks de la société TIKO, pour motifs fallacieux. On s'en doutait avec ces produits de première nécessité arrivés d'on ne sait où (bateau fantôme ?) pour être bradés en-dessous de tout calcul économique de rentabilité dans les *fokontany* (il semblerait d'ailleurs que l'huile étant vendue non raffinée, elle puisse être la cause de divers désagréments pour ses consommateurs). Toutefois, il serait curieux de savoir sur quelles bases juridiques cette ponction a-t-elle été faite (Ratsirahonana est-il dans les parages ?). Sous prétexte de dettes fiscales, peut-on faire n'importe quoi au groupe Tiko pour essayer de regagner un populisme qui s'effrite ? Les autorités de transition sont invitées à s'expliquer sur ce procédé qui ressemble à un pillage légalisé : cela est possible, car paraît-il que même un coup d'Etat peut l'être dans certains pays (mais pas à Madagascar, bien sûr...). Mais il n'est pas nécessaire d'avoir des diplômes universitaires pour prononcer la formule magique « Sésame ouvre toi » sur les entrepôts des entreprises. Après une entrée [au royaume de Baroa](#), existe-t-il un risque de voir la prochaine étape s'intituler Ali Baba et les 44 de la HAT ?

Note : (1) Cette rumeur a toujours étonné l'auteur de ces lignes, qui a été en situation de fréquenter la famille Zafy

Après le royaume de Baroa, la confrérie d'Ali Baba ?

pendant plusieurs années autour du début des années 80, et qui n a jamais perçu chez le Professeur, son épouse ou ses enfants la moindre once de discrimination malgré mon origine de merina et fier de l être. Nous nous souvenons également de la contribution d une de ses anciennes étudiantes sur le forum de Tribune.com, qui a réfuté cette rumeur.